

Les déterminants de la cyclicité de la politique budgétaire en République du Congo

Determinants of fiscal policy cyclicity in the Republic of Congo

LIKONDZABEKA François

Enseignant Chercheur
Faculté des Sciences Economiques
Université Marien NGOUABI
Laboratoire de Recherche et d'Etudes Economiques et Sociales

Charles BOUITY

Enseignant Chercheur
Faculté des Sciences Economiques
Université Marien NGOUABI
Laboratoire de Recherche et d'Etudes Economiques et Sociales

YELLET Charlie Noël Gabriel

Doctorant
Faculté des Sciences Economiques
Université Marien NGOUABI
Laboratoire de Recherche et d'Etudes Economiques et Sociales

NGOMBI Arnode Rolffe

Doctorant
Faculté des Sciences Economiques
Université Marien NGOUABI
Laboratoire de Recherche et d'Etudes Economiques et Sociales

LEKANA Hermann Clachel

Enseignant Chercheur
Faculté des Sciences Economiques
Université Marien NGOUABI
Laboratoire de Recherche et d'Etudes Economiques et Sociales

Date de soumission : 10/09/2024

Date d'acceptation : 15/10/2024

Pour citer cet article:

LIKONDZABEKA. F., & AL (2024) « Les déterminants de la cyclicité de la politique budgétaire en République du Congo », Revue Française d'Économie et de Gestion, « Volume 5 : Numéro 10 » pp :452-476.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

L'objectif de cet article est d'analyser les déterminants de la cyclicité de la politique budgétaire en République du Congo sur la période allant de 1987 à 2018. Pour y parvenir, la méthode des moments généralisés (MMG) a été privilégiée comme technique d'estimation en raison du biais de causalité inverse existant entre les variables dans le modèle à estimer. Les résultats obtenus révèlent que la politique budgétaire en République du Congo est procyclique. En premier lieu, cette procyclicité budgétaire est aggravée par le manque de profondeur financière et des actions budgétaires discrétionnaires du gouvernement. De l'autre, ce biais de procyclicité tend à être atténué grâce à l'amélioration des termes de l'échange et de la qualité des institutions. De ces résultats nous avons formulés quelques implications de politique économique.

Mots clés : Déterminants, cycle ; politique budgétaire, MMG, République du Congo.

Abstract

The objective of this article is to determine the determinants of the cyclicalities of fiscal policy in the Republic of Congo over the period To achieve this, the method of generalized moments (MMG) was preferred as an estimation technique because of the reverse causality bias existing between the variables in the model to be estimated. The results show that fiscal policy in the Republic of Congo is procyclical. Firstly, this fiscal procyclicality is aggravated by the government's lack of financial depth and discretionary budgetary actions. On the other hand, this bias tends to be mitigated by improvements in the terms of trade and the quality of institutions. From these results we have formulated some economic policy implications.

Keywords : « Determinants ; cycle ; budgetary policy ; GMM ; Republic of Congo »

Introduction

Depuis les travaux de Keynes (1936), la conduite de la politique budgétaire face au cycle économique demeure une préoccupation majeure dans les pays développés aussi bien qu'en développement et intéresse autant les institutions internationales que les économistes dans les arènes académiques (CEA, 2019 ; Ngakosso, 2018 ; Bova et al., 2016). Ainsi, Alkhateeb (2021) définit la cyclicité budgétaire comme étant la réponse des variables budgétaires aux fluctuations de la production.

Cependant, il est largement reconnu que les pays développés ont tendance à mener des politiques budgétaires contra-cycliques ou acycliques. En 2017, la croissance économique française a augmenté de 2,3 % contre 1,1 % en 2016, les dépenses publiques ont chuté de 56,4 % du PIB contre 56,6 % (OCDE, 2019). Par contre, dans les pays en développement, les politiques budgétaires sont souvent procycliques. En effet, le Congo faisant partie de ces derniers, n'est pas resté en marge face à ce problème car en 2014, la croissance économique a augmenté de 6,8 % contre 3,3 % réalisée en 2013, il y a eu hausse des dépenses publiques de 45,4 % du PIB contre 36,7 % du PIB (Banque mondiale, 2016). De ces faits, on remarque que les fluctuations de taux de croissance semblent influencer la politique budgétaire et déstabiliser le cycle économique créant ainsi des distorsions qui se traduisent par la volatilité de la production et de la consommation nuisant ainsi au bien-être par le canal de l'inflation (Balassone et Kumar, 2007 ; Andersen et Nielsen, 2010 ; McManus et Ozkan, 2015).

Pour expliquer ce problème, plusieurs facteurs ont été évoqués comme déterminants du comportement cyclique de la politique budgétaire à savoir les contraintes de financement (Gavin et Perotti, 1997 ; Caballero et Krishnamurthy, 2004), la qualité des institutions (Tornell et Lane, 1999 ; Alesina et Tabellini, 2005), les inégalités des revenus (Woo, 2006), etc..., mais depuis un certain temps, quelques études semblent s'intéresser aux termes de l'échange comme déterminant de la cyclicité budgétaire (Kaminsky, 2010 ; Bouanza et al., 2018 ; kassouri et Altıntaş, 2021). Ainsi, l'analyse de ces différents facteurs demeure controversée parmi les auteurs sur le plan théorique et empirique.

Théoriquement, le débat portant sur la cyclicité de la politique budgétaire s'articule généralement autour de deux approches : approche traditionnelle opposant la vision néoclassique de la vision keynésien (Keynes, 1936 et Barro, 1977), et approche moderne qui repose sur trois types d'opinion dans l'explication de la procyclicité de la politique budgétaire (Caballero et Krishnamurthy, 2004 ; Acemoglu et al., 2003 et kassouri et Altıntaş, 2021). Empiriquement, trois types de résultats sur la nature cyclique de la politique budgétaire se

déclinent : contracyclique, acyclique et procyclique. Le premier ressort des analyses menés dans les pays développés (Ablaev et Magzhanov, 2024 ; Afonso et Carvalho, 2021 ; Hussain et al., 2021). Le deuxième quant à lui, ressort des analyses menés dans les pays émergents voire développés (Gadelha et Divino, 2021). En fin, le troisième s'intéresse aux pays en développement à titre illustratif, les travaux de Simo (2023), Bezeme (2022), Ngakosso (2018). Au regard de cette littérature susmentionnée, il ressort un manque de consensus parmi les auteurs sur le plan théorique en ce qui concerne le comportement cyclique de la politique budgétaire. Sur le plan empirique, les travaux n'ont cessé de gagner du terrain et les résultats diffèrent d'un pays à un autre, d'une période à une autre, d'un modèle à un autre. Dans cette perspective, de tels résultats ne peuvent être généralisés. Bien que le lien entre la politique budgétaire et le cycle économique soit fondamental, il serait judicieux d'instaurer les termes de l'échange parmi les déterminants de la cyclicité budgétaire en raison de l'élargissement de la littérature et de la forte dépendance de la République du Congo aux ressources naturelles. Ce qui révèle donc l'intérêt d'aborder cette thématique dans le cadre de la République du Congo. De nombreuses économies émergentes et en développement en générale ont vu leur niveau d'endettement s'augmenter au cours de la dernière décennie, suscitant ainsi des inquiétudes quant à la croissance économique future, la stabilité macroéconomique et la viabilité budgétaire (Kassouri et al., 2021 ; Kose et al., 2021 ; Eberhardt et Presbitero, 2015). Plusieurs facteurs tels que de faibles taux d'intérêt, une croissance ralentie et d'énormes dépenses en infrastructure dans de nombreux pays semblent expliquer cette évolution (Banque mondiale, 2019). En même temps, on craint que les chocs récents et le creusement des déficits budgétaires n'entraînent de nombreux pays dans des pièges à dettes exacerbant la croissance et les vulnérabilités macroéconomiques (FMI, 2020). De plus, le Congo étant un pays vulnérable aux chocs extérieur du fait qu'il est membre d'une union monétaire et économique, il est du devoir de ses dirigeants de respecter les critères de stabilité et de convergence. Rappelons également que les travaux sur le Congo (Ngakosso, 2018 et Okiemy, 2019) montrent que les pouvoirs publics optent pour l'augmentation des dépenses publiques, plus particulièrement les dépenses d'investissement au moment où la conjoncture économique est favorable, et pour leur baisse pendant les phases de récession. Ce résultat soulève alors une question importante concernant les facteurs qui peuvent être à l'origine de ce comportement procyclique de la politique budgétaire du Congo.

Ainsi, la question générale qui sous-tend cet article est celle de savoir qu'elle est la nature cyclique de la politique budgétaire en République du Congo ? De façon spécifique, cet article

s'interroge sur les déterminants qui expliquent ce caractère cyclique de la politique budgétaire en République du Congo. L'objectif principal de ce travail est de déterminer la nature cyclique de la politique budgétaire en République du Congo. De manière spécifique, ce travail cherche à analyser les déterminants de la cyclicité de la politique budgétaire en République du Congo. Les travaux de Gavin et Perotti (1997) constituent le socle de notre travail.

Cet article est constitué de la manière suivante : après la section introductive, nous traitons du cadre méthodologique dans la deuxième section. La troisième section est consacrée à la présentation ainsi que la discussion des résultats et la quatrième, à la conclusion et implications de politique économique

1. La revue de littérature

Dans cette section nous aborderons tant sur le plan théorique qu'empirique le débat sur les déterminants la cyclicité de la politique budgétaire en République du Congo.

3.3 Théoriquement

Le débat portant sur la cyclicité de la politique budgétaire s'articule généralement autour de deux approches : approche traditionnelle et approche moderne. Quant à la première approche, il ressort une controverse entre les arguments keynésiens et néoclassiques sur la nature cyclique de la politique budgétaire. Selon Keynes (1936), la politique budgétaire doit réagir de façon contracyclique face au cycle économique tandis que pour Barro (1977), elle doit être acyclique. Cette approche nous renseigne simplement sur le caractère cyclique que revêt la politique budgétaire. Par contre, la deuxième approche donne naissance à trois opinions essentielles en ce qui concerne la question portant sur les déterminants de la cyclicité budgétaire. La première suggère que le caractère procyclique de la politique budgétaire est expliqué par les contraintes de financement (Gavin et Perotti, 1997 ; Caballero et Krishnamurthy, 2004) ; ensuite la deuxième opinion par contre, défend l'idée selon laquelle la procyclicité budgétaire peut être expliquée par les distorsions politico-institutionnelles (Tornell et Lane, 1999 ; Acemoglu et al., 2003) ; enfin, la dernière opinion quant à elle, pense que les termes de l'échange expliquent la procyclicité de la politique budgétaire (Kaminsky, 2010 ; Kassouri et Altıntaş, 2021).

3.3 Empiriquement

les travaux peuvent être regroupés en trois types de résultats. Les résultats Contra-cyclique, procyclique, et /ou les deux. S'agissant du premier groupe, les travaux de Arčabić et Banić (2021), analysant la viabilité et la cyclicité de la politique fiscale en Croatie, trouvent les résultats globaux suggérant que la politique fiscale en Croatie anticyclique ce qui signifie qu'en période de prospérité, les décideurs politiques croates s'efforcent de maintenir une politique

budgétaire à la fois durable et anticyclique, ce qui est le comportement requis en matière de politique budgétaire. Par contre, en période de récession, les caractéristiques de la politique fiscale ne sont pas aussi claires, mais tendent à être acycliques. De même, Bénétrix et Lane (2012), en utilisant la technique des moindres carrés ordinaires (MCO), donnent un aperçu sur le comportement cyclique de la politique budgétaire en Irlande en la décrivant et évaluant sur la période allant de 1970 à 2007. En retenant le solde public comme indicateur de la politique budgétaire et le solde du compte courant, le crédit ainsi que la dette publique comme déterminants de la cyclicité budgétaire, ces auteurs constatent que l'orientation budgétaire en Irlande a été procyclique. Ce comportement est engendré par le fait que l'Irlande n'a pas pu s'adapter suffisamment aux rigidités des membres de l'union économique et monétaire (UEM). Concernant le deuxième groupe, Boiciuc (2015) en utilisant un modèle dynamique d'équilibre général stochastique (DSGE), évalue le comportement cyclique de la politique budgétaire en Roumanie sur la période 2000-2013. En retenant le solde budgétaire structurel comme instrument de la politique budgétaire, cet auteur obtient les résultats qui révèlent que la politique budgétaire est globalement procyclique, tant en période de croissance économique (2006-2008) comme en période de ralentissement économique (2009-2012). Selon cet auteur, ce caractère de la politique budgétaire s'est traduit par une augmentation du niveau de la dette publique et aussi des mesures restrictives appliquées sur les deux composantes du budget, réduisant d'une part les dépenses budgétaires et augmentant les impôts de l'autre.

Dans cette même mouvance, dans le but de savoir si le cycle économique influence les décisions budgétaires discrétionnaires du gouvernement Irlandais, Cronin et McQuinn (2018) en utilisant les techniques des moindres carrés ordinaires (DOLS et FMOLS) ont examiné la cyclicité de la politique budgétaire sur la période de 1989-2013. En retenant les dépenses de consommation comme indicateurs de la politique budgétaire, les résultats obtenus révèlent que la politique budgétaire est procyclique. Selon ces auteurs, ce comportement est expliqué par les facteurs politiques c'est-à-dire que les gouvernements dépensent plus en période de boom et contractent des fonds publics en période de récession.

Quant aux pays en développement, Ngakosso (2018) en se servant de la technique des moindres carrés ordinaires (MCO), a analysé la nature des politiques budgétaires face aux cycles économiques au Congo sur la période de 1989 à 2015 avec des données trimestrialisées. En retenant le solde budgétaire structurel primaire comme instrument de la politique budgétaire et le solde budgétaire structurel primaire de la période précédente, l'écart de production ainsi que le ratio dette publique comme déterminants, les résultats de l'estimation ont révélé que la

politique budgétaire mise en œuvre par différents gouvernements congolais a été à la fois contracyclique et procyclique. Ce comportement procyclique s'explique par l'instabilité de la dette publique. De même, Husseiny (2018) dans une série de données chronologiques pour l'économie égyptienne sur la période 1981-2014 a fourni des preuves empiriques qui attestent que, la politique budgétaire menée par l'Égypte est procyclique. Ce comportement procyclique est expliqué par les facteurs financiers et ainsi que institutionnels et d'économie politique. En utilisant toujours la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO), Camino-Mogro et Ortiz (2019) ont analysé la cyclicité de la politique budgétaire en Équateur sur la période allant de 1982 à 2018. Les résultats découlant de leur étude suggèrent que toutes les variables budgétaires ont un comportement procyclique. Ce comportement procyclique s'explique par la volatilité des prix des matières premières car l'Équateur est un pays qui dépend fortement des matières premières. Dans leur analyse, ces auteurs ont trouvé des preuves que même s'il arrivait que l'effet du pétrole soit effacé, la consommation gouvernementale demeure procyclique.

Dans cette même optique, Hosein et al. (2017) ont examiné la conduite de la politique budgétaire dans l'économie de Trinité-et-Tobago au cours de la période 1970 à 2014. Dans le souci de déterminer le comportement cyclique de la politique budgétaire adopté par le gouvernement de ce pays, ces auteurs ont opté pour la technique des doubles moindres carrés (DMC) et le modèle vectoriel autorégressif structurel (SVAR). En mettant l'accent principalement sur les modèles cycliques des dépenses publiques par rapport à la production et les loyers du gaz naturel, ces auteurs constatent que la politique budgétaire est procyclique. Ce comportement procyclique est expliqué par la volatilité des prix du gaz naturel et du pétrole car l'économie de ce pays est fondée sur les recettes pétrolières et gazières. Koh (2016), en utilisant un modèle autorégressif à vecteur structurel (SVAR) et la technique des doubles moindres carrés (DMC) a examiné la conduite de la politique budgétaire face aux cycles économiques au Brunei de 2003 à 2014 avec des données trimestrialisées. En se concentrant sur les tendances cycliques des dépenses publiques, les résultats montrent que la politique budgétaire du Brunei est procyclique. Après avoir désagréé les dépenses publiques, les résultats obtenus montrent que les dépenses en capital sont acycliques et que ce caractère procyclique de la politique budgétaire provient des dépenses courantes. Selon cet auteur, étant donné que dans ce pays les dépenses courantes représentant environ 80% des dépenses budgétaires totales, ce comportement procyclique de la politique budgétaire est expliqué par la volatilité des prix du pétrole car ce pays est fortement dépendant du pétrole et du gaz.

En effet, Baddi (2016), en utilisant la méthode des moments généralisés (MMG) a analysé les déterminants de la cyclicité de la politique budgétaire au Maroc sur la période 1984-2012. Pour y parvenir, il examine la pertinence l'hypothèse selon laquelle la procyclicité budgétaire est principalement déterminée par la qualité des institutions et aussi par les contraintes de financement internes et externes. Les résultats indiquent que la politique budgétaire est moins procyclique. Ce comportement s'explique par l'amélioration de la qualité des institutions, du renforcement du régime politique, du développement du système financier interne et de la gestion de la dette extérieure. De même Zarei (2016), en utilisant méthode de moment généralisés (MMG) a caractérisé et expliqué les déterminants du comportement cyclique de la politique budgétaire en Iran au cours de la période de 1979-2011. Il ressort de l'estimation le constat selon lequel la politique budgétaire en Iran est fortement procyclique. En conclusion, selon cet auteur, ce comportement procyclique s'explique par la volatilité des prix du pétrole et la faiblesse institutionnelle. Aussi, Fasoye (2019) en utilisant la méthode des moments généralisée (MMG), a examiné la réponse des politiques budgétaires des gouvernements au Nigéria face au changement des cycles économiques sur la période de 1999 à 2017. En retenant les dépenses publiques comme indicateur de la politique budgétaire, les résultats révèlent que la politique budgétaire au Nigéria est fortement procyclique. Ce comportement s'explique par la faiblesse de la qualité des institutions.

Par ailleurs, Bouanza et al. (2018) en utilisant la méthode des moments généralisés en système à partir des données de pannel ont analysé les effets de la qualité de la réglementation sur la procyclicité budgétaire dans les pays de la CEMAC durant la période de 1996 à 2016. En retenant les dépenses publiques comme instrument de la politique budgétaire, les résultats révèlent que la qualité de la réglementation dans la zone CEMAC favorise la procyclicité de la politique budgétaire. Ces résultats montrent que l'effet de l'état actuel de la réglementation sur la procyclicité de la politique budgétaire est plus significatif lorsque la qualité de la réglementation est liée au cycle économique. De même, Okiemy (2019) en utilisant la méthode de panel dynamique (MMG) a analysé les effets de la dette publique extérieure sur la cyclicité de la politique budgétaire dans les trois pays de la CEMAC à savoir le Cameroun, le Congo et le Gabon sur la période de 1996 à 2018. Les résultats révèlent d'une part que, la dette amplifie la procyclicité de la politique budgétaire dans le modèle sans itération et de l'autre, elle tend à amoindrir le biais procyclique de la politique budgétaire dans le modèle avec itération.

2. Cadre méthodologique des déterminants de la cyclicité de la politique budgétaire

Dans cette section ii serait que de présenter dans un premier temps la spécification du modèle et dans le second, les sources des données ainsi que la présentation des variables.

3.3 Spécification du modèle

A l'image de Ngakosso (2018), Bogdanov (2010), le comportement cyclique de la politique budgétaire est essentiellement expliqué par le cycle économique (EP_t). Aussi, il est clairement admis que, d'autres facteurs (μ_t) sont susceptibles d'expliquer de manière imprévisible le comportement cyclique de la politique budgétaire (Frankel et al., 2013 ; Bobbo, 2016 ; kassouri et Altıntaş, 2021). Dans sa formulation générale, le comportement cyclique de la politique budgétaire (ΔBUD_t) s'écrit comme suit :

$$\Delta BUD_t = \alpha + \beta EP_t + \mu_t \quad (1)$$

En référence aux travaux de Baddi (2016), Bobbo (2016), l'analyse des déterminants du comportement cyclique de la politique budgétaire se fait suivant deux étapes. La première consiste à examiner la corrélation entre les variables budgétaires et le cycle économique. Ainsi, la nature du signe du coefficient (β) associé au cycle économique permet de saisir la nature cyclique de la politique budgétaire. Lorsque $\beta > 0$, la politique budgétaire a un caractère procyclique ; $\beta < 0$ la politique budgétaire a un caractère contracyclique et lorsque $\beta = 0$ la politique budgétaire a un caractère acyclique. La seconde permet d'analyser les déterminants du caractère cyclique de la politique budgétaire. Considérant que, la nature de β peut être expliquée par un certain nombre de facteurs dont la littérature économique nous a permis de choisir les variables ci-après : crédits accordés au secteur privé ($CRED_t$), dette publique extérieure ($DEXT_t$), termes de l'échange (TOT_t) et qualité des institutions (QI_t). Ainsi, β peut être spécifié de la façon suivante :

$$\beta = \beta_0 + \beta_1 CRED_t + \beta_2 DEXT_t + \beta_3 TOT_t + \beta_4 QI_t \quad (2)$$

Remplaçons (2) dans (1), ce qui nous permet de parvenir à l'équation ci-dessous :

$$\Delta BUD_t = \alpha + (\beta_0 + \beta_1 CRED_t + \beta_2 DEXT_t + \beta_3 TOT_t + \beta_4 QI_t) * EP_t + \mu_t \quad (3)$$

En développant l'équation (3), et en prenant en compte la politique budgétaire discrétionnaire, nous rappelons que $\Delta BUD_t = BUD_t - BUD_{t-1}$. Par conséquent, notre équation à des fins d'estimation des déterminants de la cyclicité de la politique budgétaire se présente comme ce qui suit :

$$BUD_t = \alpha + \beta_0 * EP_t + \beta_1 CRED_t * EP_t + \beta_2 DEXT_t * EP_t + \beta_3 TOT_t * EP_t + \beta_4 QI_t * EP_t + \delta BUD_{t-1} + \mu_t \quad (4)$$

En remplaçant la variable endogène par les dépenses de consommation des administrations publiques, notre équation à des fins d'estimation devient :

$$DEP_t = \alpha + \beta_0 * EP_t + \beta_1 CRED_t * EP_t + \beta_2 DEXT_t * EP_t + \beta_3 TOT_t * EP_t + \beta_4 QI_t * EP_t + \delta DEP_{t-1} + \mu_t \quad (5)$$

Au regard de cette spécification, l'orientation de la nature cyclique de la politique budgétaire est détectée par le signe affecté à β_0 . Lorsque β_1 , β_2 , β_3 et β_4 sont supérieurs à zéro, les déterminants associés à ces coefficients amplifient ou aggravent la nature du caractère cyclique de la politique budgétaire. Par contre, lorsque β_1 , β_2 , β_3 et β_4 sont inférieurs à zéro, les déterminants associés à ces coefficients atténuent la nature du caractère cyclique de la politique budgétaire. Enfin, lorsque β_1 , β_2 , β_3 et β_4 sont égales à zéro, les déterminants associés à ces coefficients n'atténuent ou n'amplifient la nature du caractère cyclique de la politique budgétaire.

3.3 Source des données et présentation des variables

2.2.1- Source des données

Les données utilisées dans le cadre de cet article sont extraites des bases de données des indicateurs du développement dans le monde WDI (2020) et ICRG (2018) et couvrent la période de 1987 à 2018. Le choix de cette plage est motivé par la disponibilité des données institutionnelles.

2.2.2- Présentation des variables

Les variables retenues dans le cadre de cet article sont présentées dans le tableau ci-dessous.

Variables	Définitions des variables	Signe attendus
<i>DEP</i>	Le cycle de la politique budgétaire qui est mesuré par le cycle des dépenses de consommation finale des administrations publiques et leurs tendances. La dépense de consommation finale des administrations publiques comprend toutes les dépenses courantes des administrations publiques pour l'achat de biens et de services (y compris la rémunération des salariés). Elles comprennent également la plupart des dépenses de défense et de sécurité nationales, mais excluent les dépenses militaires des administrations publiques qui font partie de la formation de capital des administrations publiques. Les données sont en dollars américains constants de 2010. Cette variable a fait l'objet de mesure de la cyclicité budgétaire dans plusieurs travaux (Alkhateeb et al., 2021 ; Cronin et McQuinn, 2020 ; Temsumrit, 2020 ; Bobbo, 2016 ; Garayeva et Tahirova, 2016).	
<i>EP</i>	L'écart de production : encore appelé output gap est utilisé comme indicateur qui mesure le cycle économique, c'est-à-dire qui saisit la variation du niveau de la production et son	+

	niveau potentiel. Selon plusieurs auteurs, l'output gap est la mesure la plus courante et fiable des fluctuations de la production. Cet indicateur est utilisé dans la quasi-totalité des études récentes sur la cyclicité budgétaire (Ngakosso, 2018 ; Bouanza et al., 2018).	
<i>CRED</i>	La profondeur financière : elle représente les crédits intérieurs qui sont accordés à des sociétés financières, par exemple sous forme de prêts, d'achats de titres sans participation, de crédits commerciaux et d'autres comptes à recevoir, qui donnent lieu à une demande de remboursement. Pour certains pays, ces créances incluent les crédits aux entreprises publiques. Cette variable est souvent approximée par le crédit intérieur fourni au secteur privé en pourcentage du PIB et utilisée dans les travaux portant sur la cyclicité budgétaire par plusieurs auteurs (Garayeva et Tahirova, 2016 ; Baddi, 2016 ; Zakaria et Junyang, 2015 ; Caballero et Krishnamurthy, 2004).	
<i>DEXT</i>	La dette publique extérieure : elle a été approximée par le rapport entre l'encours de la dette extérieure et le revenu national brut (RNB). Cette variable a fait l'objet d'études portant sur la cyclicité de la politique budgétaire par de nombreux auteurs comme Mpatswe et al. (2012), Frankel et al. (2013), Baddi (2016) et Okiemy (2019).	
<i>TOT_t</i>	Les termes d'échange : captés par l'indice des termes de l'échange nets de commerce qui est calculé comme le rapport en pourcentage des indices de valeur unitaire des exportations aux indices de valeur unitaire des importations, mesuré par rapport à l'année de base 2000. Cette variable est utilisée dans les études portant sur la cyclicité budgétaire (kassouri et Altıntaş, 2021 ; Moussa, 2019 ; Céspedes et Velasco, 2014 ; Brüeckner et Carneiro, 2017 ; Zakaria et Junyang, 2015 ; Kaminsky, 2010). Nous rappelons que cette variable a été ramenée sous la forme logarithmique.	
<i>QI</i>	La qualité des institutions : elle désigne l'indicateur composite créé par la technique de l'analyse en composante principale (ACP) regroupant les institutions formelles et informelles du pays conçu à partir des composantes du risque politique de la base de données ICRG. Cet indicateur varie de 0 (faibles institutions) à 100 (fortes institutions). Cet indicateur est une association de 12 composantes ¹ . Cet indicateur composite a été construit suivant la méthode de l'analyse en composante principale (ACP) (Anago et Hounbeme, 2015).	

Source : auteurs à partir de la littérature.

3. Présentation, analyse et discussion des résultats

La première étape décrit des résultats découlant de l'estimation des coefficients de corrélation de la cyclicité budgétaire. Ces coefficients de corrélation sont estimés pour chaque année sur toute l'étendue de la période concernée. Ils sont présentés d'une part en statistiques descriptives

¹ : (i) stabilité du gouvernement (avec un maximum de 12 points), (ii) conditions socio-économiques (12 points), (iii) profil d'investissement (12 points), (iv) conflit interne (12 points), (v) conflit externe (12 points), (vi) corruption (6 points), (vii) militaire en politique (6 points), (viii) tensions religieuses (6 points), (ix) droit et ordre (6 points), (x) tensions ethniques (6 points), (xi) responsabilité démocratique (6 points), et (xii) qualité de la bureaucratie (4 points)

et de l'autre en graphique. En ce qui concerne les statistiques descriptives, les coefficients de cyclicité budgétaire sont présentés de façon globale ; ensuite, ces coefficients sont générés sous conditions afin de voir le nombre de fois que la République du Congo a observé un comportement procyclique voire contracyclique de la politique budgétaire (Tableau 4). S'agissant de la représentation graphique, elle décrit l'allure ou l'évolution de ces coefficients de cyclicité budgétaire (Graphique 4).

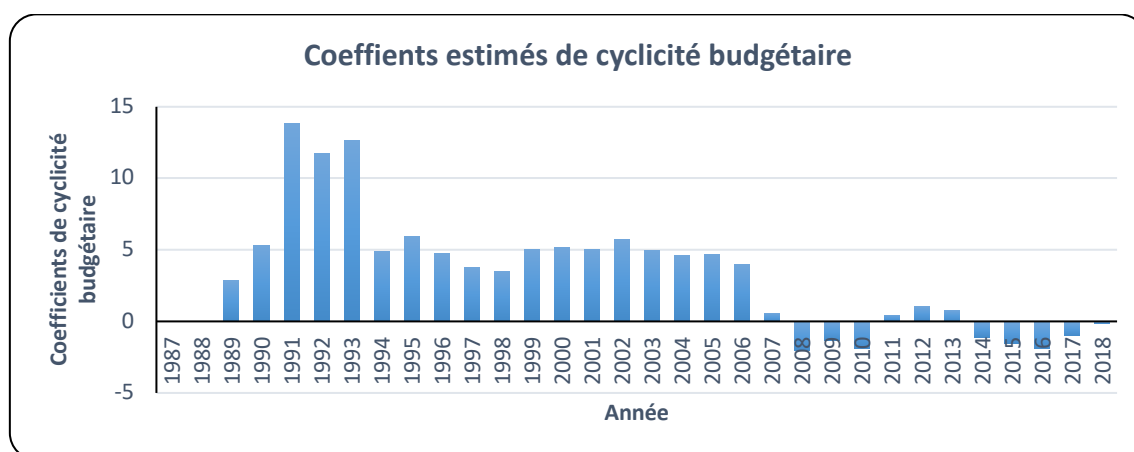
Tableau N°1 : Statistiques descriptives des coefficients de cyclicité budgétaire

Variables	Observation	Moyenne	Ecart-type	Minimum	Maximum
Coef bud	30	3,363	4,205	-2,047	13,870
Coef bud > 0	22	5,086	3,555	0,509	13,870
Coef bud < 0	8	-1,372	0,619	-2,047	-0,151
Coef bud > 1	22	5.086	3.555	0.509	13.870

Source : auteurs à partir d'un extrait de STATA.

En République du Congo, les coefficients de cyclicité budgétaire ont été sur une période de 30 ans, 22 fois supérieurs à 0 (1989-2007 et 2011-2013). Ce qui voudrait dire que, la politique budgétaire a été généralement procyclique. Aussi, ces coefficients de cyclicité budgétaire ont enregistré des valeurs inférieures à zéro, 8 fois sur 30 ans (2008-2010 et 2014-2018). Ainsi, la politique budgétaire a été très peu contracyclique.

Figure N°1 : Evolution des coefficients de cyclicité de la politique budgétaire en République du Congo



Source : auteurs à partir des estimations obtenues par la méthode de régressions successives sur les fenêtres de 15 ans (Rolling Windows)

La figure N°1 montre qu'en République du Congo, la politique budgétaire est en moyenne procyclique et que ce biais de procyclicité observé sur la période concernée connaît deux

principales tendances : la première (1987-1991) admet une allure haussière et la seconde (1991-2018) retrace une allure baissière. Globalement, il ressort qu'en moyenne, sur toute la période considérée, le biais de procyclicité de la politique budgétaire tend à s'amoinrir. Aussi, le biais de procyclicité de la politique budgétaire a été beaucoup plus prononcé en 1991 (soit une valeur estimée à 13,8). Ce biais de procyclicité de la politique budgétaire s'est davantage amoindri en 2008 (soit une valeur estimée à -2,04).

La deuxième étape ressort les résultats de l'estimation du modèle spécifié découlant de la méthode des moments généralisés (MMG). La méthode des moments généralisés a été développée par l'économiste Hansen (1982) cette méthode est celle la plus habilitée dans la mesure où elle corrigée des problèmes de biais de endogénéité. Les résultats d'estimation sont présentés dans le tableau ci-après :

Tableau N°2 : résultat d'estimation

CDEP	Coef.	St.Err.	t-valu	p-valu	[95% Conf	Interval]	Sig
EP	52,506	26,010	2,02	0,044	1,526	103,485	**
EP*CRED	0,306	0,123	2,48	0,013	0,064	0,549	**
EP*DET	-0,008	0,019	-0,41	0,683	-0,047	0,030	
EP*TOT	-11,099	4,623	-2,40	0,016	-20,161	-2,037	**
EP*QI	-1,485	0,416	-3,56	0,000	-2,302	-0,668	**
L.CDEP	0,169	0,036	4,70	0,000	0,098	0,239	**
Constante	0,209	0,142	1,46	0,143	-0,070	0,488	
Underidentification test (Kleibergen-Paap rk LM statistic) : 6,999							
Chi-2(9) P-val =				0,637			
Hansen J statistic (eqn. excluding suspect orthog. conditions): 6.417							
F(6, 22) =				146.75			
Prob > F =				0.0000			
Instruments tested : cycle économique retardé							

Source : auteurs à partir des extraits de STATA.

Il ressort du tableau N°2, d'une part, les résultats des différents tests qui renseignent sur la qualité globale du modèle ainsi que la validité des instruments et de l'autre, ceux des estimations du modèle. En ce qui concerne les tests de suridentification, la probabilité de Fisher ($p=0.000$) montre que le modèle est globalement significatif. Sur la base des tests de Chi-2 et de Hansen, nous pouvons donc retenir l'hypothèse selon laquelle les instruments utilisés dans ce travail sont valides. En effet, la qualité globale du modèle est donc appréciée par la probabilité du test de Chi-2 qui admet une valeur de 0,637 supérieure au seuil de 5 %. Cela signifie que notre modèle est de bonne qualité. De plus, s'agissant de la validité des instruments, la statistique (6,417) du test de Hansen étant supérieure à zéro, alors les instruments sont qualifiés de bons

instruments. De ce fait, les résultats sont valides et peuvent faire l'objet de l'interprétation. Nous signalons que les instruments utilisés dans nos estimations, sont les variables explicatives retardées d'ordre trois (3).

Après estimation par la technique des moments généralisés (MMG), la lecture du tableau 5 montre que le coefficient (52,506) lié au cycle économique est positif et significativement différent de zéro au seuil de 5%. En effet, toute chose étant égale par ailleurs, l'amélioration de la conjoncture économique dicte une orientation procyclique de la politique budgétaire en République du Congo. Cette constatation est en phase avec les travaux de Baddi (2016), Hosein et al. (2017), Fasoye (2019), etc. Par ailleurs, le coefficient (0,306) associé à la variable d'interaction entre les contraintes de financement interne et la conjoncture économique est positif et significativement différent de zéro au seuil de 5%. Toute chose étant égale par ailleurs, le desserrement des contraintes de financement interne contribue à l'augmentation du biais de procyclicité budgétaire en République du Congo. Ainsi, les prédictions théoriques de Caballero et Krishnamurthy (2004) selon lesquelles, la profondeur financière dicte une orientation procyclique de la politique budgétaire dans les pays en développement sont bel et bien vérifiées en République du Congo. Ce résultat confronte ceux de Garayeva et Tahirova (2016). Aussi, le coefficient (0,169) lié à la variable budgétaire retardée est positif significativement différent de zéro au seuil de 5 % et présente le signe conformément à celui attendu. Ceteris paribus, l'évolution de la politique budgétaire liée à la volonté du gouvernement contribue à renforcer le biais procyclique de la politique budgétaire. De ce fait, il convient de rappeler que, les prédictions théoriques Tornell et Lane (1999) ; Alesina et Tabelini (2005) selon lesquelles, les comportements qu'affichent les hommes politiques et aussi les groupes de pression lors des aubaines conduisent à une orientation procyclique de la politique budgétaire dans les pays en développement sont vérifiées en République du Congo. Par contre, ce résultat confronte ceux de Baddi (2016).

Quant au coefficient (-11,099) associé à la variable d'interaction entre les termes d'échange et la conjoncture économique, celui-ci est négatif et significativement différent de zéro au seuil de 5%. De ce fait, l'amélioration des termes de l'échange, ceteris paribus, amoindrit le degré du biais de procyclicité de la politique budgétaire en République du Congo. Ce résultat va à l'encontre des travaux de Moussa (2019) et s'apparente à ceux de Kaminsky (2010), en ce sens que, les termes de l'échange dans les pays à revenu intermédiaire tendent à être contracycliques. Ce résultat se marie également aux travaux de Brüeckner et Carneiro (2017) en ce sens où dans les pays dont la politique budgétaire est procyclique, les termes de l'échange ont des effets

négatifs sur la croissance économique. Quant au coefficient (-1,485) associé à la variable d'interaction entre la qualité des institutions et la conjoncture économique, celui-ci est négatif et significativement différent de zéro au seuil de 5%. De ce fait, toute chose égale par ailleurs, l'amélioration de la qualité des institutions, affaiblit le degré du biais de procyclicité budgétaire en République du Congo. Ce résultat s'apparente aux travaux de Baddi (2016), Garayeva et Tahirova (2016).

Le coefficient (-0,008) lié à la variable d'interaction entre les contraintes de financement externe et le cycle économique admet un signe négatif et la probabilité associée à la variable n'est pas significative. Econométriquement, cela signifie que, ce facteur explique de façon marginale le degré de procyclicité budgétaire en République du Congo. En d'autres termes, cela n'influence pas le cycle budgétaire.

De cette analyse, il ressort trois enseignements suivant lesquels :

3.3 Contraintes de financement interne et politique budgétaire discrétionnaire : facteurs renforçant le biais procyclique de la politique budgétaire en République du Congo

En République du Congo, la profondeur financière se révèle comme un facteur qui amplifie le biais procyclique de la politique budgétaire. D'une part, ce résultat valide les prédictions théoriques de Caballero et Krishnamurthy (2004) qui suggèrent que les économies des marchés émergents et des pays en développement ont souvent une profondeur financière limitée lors des périodes défavorables et sont donc soumis aux politiques budgétaires procycliques. De l'autre, ce résultat contraste avec les travaux de Baddi (2016) aussi bien que ceux de Husseiny (2018) qui démontrent que la profondeur financière a un effet marginal sur le caractère procyclique de la politique budgétaire. Notre hypothèse est donc vérifiée en ce qui concerne ce déterminant. Au Congo, ce résultat peut s'expliquer par l'accroissement de la vulnérabilité du secteur bancaire de 2014 à 2017 qui a entraîné la détérioration de la liquidité des banques se faisant remarquer par la chute de la masse monétaire de 13 % en 2014 à -12 % entre 2015-2017. Aussi, une baisse de plus de 700 milliards des dépôts des banques du second rang en 2018, qui a réduit le ratio dépôt/prêt de plus de 170% en 2014 à 90% en 2018. Cette situation du secteur financier a contribué à un ralentissement de la croissance du crédit au secteur privé, qui est passé de 26% en 2014 puis à un recul de presque 3% en 2018. Aussi, malgré la réduction des dépenses en capital de plus de 90% depuis 2014, les dépôts de l'État à la banque centrale régionale (BEAC) sont passés de près de 800 milliards de FCFA en 2014 à 64 milliards en fin 2018. Cette baisse des fonds publics a entraîné une réduction des dépôts des banques commerciales au niveau de

la BEAC (FMI, 2019). L'insuffisance des fonds disponibles du gouvernement en période de crise a conduit au renforcement du caractère procyclique de la politique budgétaire.

Par ailleurs, l'action du gouvernement renforce également le caractère procyclique de la politique budgétaire. Ce résultat valide les prédictions théoriques évoquées Alesina et Tabellini (2005). Cette théorie suggère que l'action de l'homme politique influence le caractère cyclique de la politique budgétaire. Ce résultat est conforme aux travaux d'Alesina et al. (2008) qui suggère que le comportement des hommes politiques lors des élections et des expansions renforce le biais procyclique de la politique budgétaire. Ce résultat s'explique dans le cadre du Congo dans la mesure où suite au repli des cours du pétrole qui a eu lieu en fin 2014, le gouvernement a fait recours au collectif budgétaire s'écarter d'une trajectoire de rééquilibrage budgétaire conforme à la viabilité des finances publique. A cet effet, d'une part, les autorités publiques ont réduit les dépenses d'autres secteurs et privilégié les dépenses d'infrastructures liées aux jeux africains et à la municipalisation accélérée et de l'autre, elles ont accordé la priorité aux élections présidentielles de 2016 et législatives de 2017 (FMI, 2015). De même, au regard de la chute des recettes publiques qui ont été inférieures à 52% contrairement aux prévisions lors des trois premiers trimestres de l'année 2017, le gouvernement a fait recours au collectif budgétaire réduisant le budget à 44%. Par conséquent, les difficultés de trésorerie ont contraint le gouvernement à appliquer des mesures d'ajustement de ses dépenses qui ont été réduites passant de 45 % du PIB en 2016 à 36,8 % en 2017 en vue de retrouver l'équilibre budgétaire. Cette baisse des dépenses publiques s'est effectuée essentiellement du côté des dépenses d'investissement qui ont chuté de plus de 45% entre 2016 et 2017 (BAD, 2018). D'où, le comportement des autorités publiques en période favorable tout comme défavorable a contribué au renforcement du biais procyclique de la politique budgétaire.

3.3 Termes de l'échange et qualité des institutions : facteurs d'atténuation du biais procyclique de la politique budgétaire en République du Congo

Considérés comme un facteur externe en lien avec l'offre et la demande, l'amélioration des termes de l'échange tend à réduire le biais procyclique de la politique budgétaire. Ce résultat valide les prédictions théoriques de Kaminsky (2010). Il est conforme aux travaux de Kassouri et Altıntaş (2021) qui montrent que les termes de l'échange tendent à atténuer le biais de procyclicité de la politique budgétaire dans les pays à revenu intermédiaire. Notre hypothèse a donc été vérifiée dans le cadre de ce déterminant. Ce résultat s'explique au Congo par le fait que les termes de l'échange suivent plus ou moins la tendance des cours du pétrole et de l'industrie manufacturière internationale. Signalons que les exportations congolaises sont

fortement dominées par le pétrole tandis que les importations sont dominées par les matériaux de construction et les transports (Banque mondiale, 2015). En 2017 à titre d'exemple, le Congo a enregistré une amélioration de ses exportations et un recul de ses importations. Par conséquent, le volume des exportations est passé de -14,5% en 2016 à 38,2% en 2017 tandis que celui des importations a baissé de 0,1% en 2016 à -37,6% en 2017 (FMI, 2019). Cette amélioration des exportations s'est propagée dans l'avenir et a atténué ce biais procyclique de la politique budgétaire (FMI, 2019).

Par ailleurs, l'amélioration légère de qualité des institutions en République du Congo se dévoilent comme facteur réduisant le biais procyclique de la politique budgétaire. Ce résultat va à l'encontre des prédictions théoriques d'Acemuglu et al. (2003) et s'apparente aux travaux de Frankel et al. (2013) qui montrent qu'au cours de la dernière décennie environ un tiers des pays en développement a mis en place des politiques budgétaires contracycliques en raison de l'amélioration importante de la qualité des institutions. Notre hypothèse a donc été vérifiée dans le cadre de ce déterminant. En effet, au Congo, ce résultat peut s'expliquer dans la mesure où il s'est doté de plus en plus des institutions de gouvernance politique démocratique qu'il a renforcé au fur et à mesure. Aussi, le pays a opté pour la politique de décentralisation dans la délégation du pouvoir et des moyens opérationnels adéquats permettant aux entités décentralisées et aux communautés de base de participer au processus de développement durable, d'y apporter leur contribution, et de se l'approprier en ce qui concerne la gestion administrative (PNUD, 2012). Suite à la crise de 2014 causée par la baisse des cours du pétrole, les autorités publiques ont pris l'initiative d'agir de façon prudente en exécutant des programmes rigoureux d'assainissement des finances publiques et de réformes structurelles qui avaient pour objectif l'amélioration du climat des affaires, la lutte contre la corruption et le renforcement de la gouvernance. Pour assurer leur réussite, ces réformes ont effectué des progrès dans l'amélioration de la gouvernance et de la transparence dans le secteur pétrolier. Ainsi, le gouvernement a mis en place toutes les mesures possibles visant à consolider la transparence des opérations de l'Etat et aussi améliorer la gouvernance (FMI, 2019).

3.3 Contraintes de financement extérieur : facteur à effet marginal sur le caractère procyclique de la politique budgétaire

En République du Congo, les contraintes de financement externe se révèlent comme facteurs qui ne renforce ni n'amoindri le caractère procyclique de la politique budgétaire. Ce résultat valide les prédictions théoriques de Barro (1979) et va à l'encontre des travaux de Baddi (2016) qui montrent qu'un niveau élevé de la dette extérieure dans les pays en développement limite

leur accès sur le marché financier international et du coup ces pays se voient contraints à appliquer des politiques budgétaires procycliques. Notre hypothèse n'a donc pas été vérifiée dans le cadre de ce déterminant. Au Congo, l'effet marginal de la dette extérieure sur le caractère procyclique de la politique budgétaire peut s'expliquer dans la mesure où face à une multiplicité d'instabilité macroéconomique, le pays a eu à contracter la dette auprès de la Chine et des institutions financières internationales (FMI) tant en périodes de prospérité que de crise. En 2010 par exemple, après avoir bénéficié d'un allègement de sa dette en atteignant le point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE, le Congo a vu son paysage budgétaire être considérablement changé, avec le service de la dette qui a chuté d'environ 20 % des dépenses totales en 2008 à près de 8 % en 2013. Le gouvernement a utilisé la plupart des ressources disponibles pour accroître ses dépenses intérieures. Au cours de la période 2008–2013, la part des dépenses des principaux secteurs du budget tels que les secteurs politique, économique et social est restée stable (Banque mondiale, 2015). La dette extérieure s'est révélée insignifiante car elle a été souvent contractée pour financer les investissements des autorités publiques. Étant donné qu'elle a connu une chute partant de la crise de 2014, l'investissement public a été réduit à 5,5% du PIB non pétrolier en 2018 contre 77,5% du PIB non pétrolier en 2014. Cette dette extérieure a été vue en baisse en 2018 où elle a atteint 61,3% du PIB (FMI, 2019).

Conclusion et implications de politiques

Hormis la politique monétaire qui est du ressort de la banque centrale pour réguler les fluctuations des prix, la politique budgétaire demeure l'unique instrument de la politique économique entre les mains des pouvoirs publics pour stabiliser les fluctuations de l'activité économique. Sa conduite face aux cycles économiques a fait l'objet d'une préoccupation majeure dans les pays développés aussi bien que dans les pays en développement et a intéressé autant des institutions internationales que des économistes dans les arènes académiques (CEA, 2019 ; Ngakosso, 2018 ; Bouanza et al., 2018 ; Bova et al., 2016).

Ce mémoire visait d'analyser les déterminants de la cyclicité budgétaire en République du Congo. Pour y parvenir, une recherche documentaire a été réalisée visant à synthétiser les informations permettant d'identifier ces déterminants en République du Congo. La méthode des moments généralisés (MMG) a été privilégiée comme technique d'estimation en raison du biais de causalité inverse existant entre les variables dans le modèle à estimer. Les résultats obtenus révèlent que la politique budgétaire en République du Congo est procyclique. En premier lieu, cette procyclicité budgétaire aggravée par le manque de profondeur financière et des actions budgétaires discrétionnaires du gouvernement. De l'autre, ce biais tend à être

atténué grâce à l'amélioration des termes de l'échange et de la qualité des institutions. Ces résultats valident à moitié l'hypothèse soutenue dans ce mémoire.

Les dépenses de consommation des administrations publiques ont été choisies comme variable expliquée. Par contre, l'écart de production, la profondeur financière, la dette publique extérieure, les termes d'échange, la qualité des institutions ainsi que la variable expliquée retardée d'une période comme variables explicatives. Le choix de la variable endogène se justifie par la disponibilité des données et du fait que les derniers travaux ont révélé que pour un pays dont l'économie dépend fortement des ressources naturelles (le pétrole par exemple), la mesure de la cyclicité doit se faire par le canal des dépenses de consommation. Celui des variables exogènes nous ont été proposées par la littérature économique.

Ces résultats conduisent à un certain nombre d'implications de politique économique. Pour améliorer sa politique budgétaire et la rendre stable face aux cycles économiques, les autorités publiques devraient mettre sur pied des stratégies pertinentes. Nous formulons donc des recommandations suivantes :

- Le renforcement de la profondeur financière. Le gouvernement devrait mettre en place une règle budgétaire se focalisant sur l'épargne financière dont l'objectif est la soutenabilité des finances publiques et de permettre une accumulation d'actifs financiers en fonction de l'importance des ressources pétrolières. Cette règle conduit partiellement à la volonté d'une politique contra-cyclique puisque l'exigence d'épargne financière est réduite (voire même annulée) lorsque les recettes pétrolières baissent (et inversement dans le cas d'une hausse).
- L'amélioration des performances de la qualité des institutions et la mise en place des politiques de relance axées sur l'ouverture commerciale. D'une part, les pouvoirs publics doivent améliorer leur gouvernance et leur gestion des recettes pétrolières tout en veillant à ce que la manne pétrolière soit allouée de manière efficiente à des projets en faveur de la croissance et aussi de maintenir des politiques cohérentes et durables favorisant une croissance robuste dans le secteur non pétrolier. De l'autre, il doit élargir ses relations avec l'extérieur dans l'échange de ses produits.
- Définir une stratégie d'endettement à moyen terme et œuvrer à une gestion plus transparente de la dette extérieure. Le gouvernement devrait adapter son cadre budgétaire au programme triennal appuyé par la facilité élargie du crédit (FEC).

Ces initiatives permettent de développer le secteur financier, la qualité des institutions et l'ouverture commerciale afin de ne plus dépendre totalement au secteur pétrolier du fait qu'il aux proies des chocs qui peuvent nuire à la santé économique d'un pays. Sachant que la question

portant sur les déterminants de la cyclicité budgétaire est à caractère économique, institutionnel, et politique, il serait donc pertinent d'élargir cette thématique dans le cadre de la CEMAC.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Acemoglu, D., Johnson, S., Robinson, J., and Thaicharoen, Y. (2003). Institutional causes, macroeconomic symptoms : volatility, crises, and growth. *Journal of Monetary Economics*, 50(1) :49–123.

Alesina, A., Campante, F. and Tabellini, G. (2008). Why is Fiscal Policy often Procyclical? *Journal of the European Economic Association*, 6(5), pp. 1006–1036.

Alesina, A. and Tabellini, G. (2005). Why is fiscal policy often procyclical ? *NBER working paper series* n°11600. <http://www.nber.org/papers/w11600>

Alkhateeb, T.T.Y., Mahmood, H. and Sultan, Z.A. (2021). Role of Price in Fiscal Cyclicity in Saudi Arabia. *International Journal of Energy Economics and Policy*, 11(2), 194-198. DOI : <https://doi.org/10.32479/ijeep.10700>

Anago, S. S. F. et Houngbeme, J-L. D. (2015). Construction d'un indicateur synthétique de croissance inclusive. *Revue d'Analyse des politiques économiques et financières* Volume 1 - Numéro 1 Août 2015 pp 69 – 105.

Andersen, A., Lau ; Nielsen, H. W., Lasse (2010). Fiscal transparency and procyclical fiscal policy. *EPRU Working Paper Series* n° 2010-01, *University of Copenhagen, Economic Policy Research Unit*. <http://hdl.handle.net/10419/82132>

Baddi, H. (2016). Les déterminants de la cyclicité de la politique budgétaire. *Critique économique* n° 34 • Printemps-été 2016.

Banque africaine de développement (BAD, 2018). *Perspectives économiques en Afrique 2018*. République du Congo, page 7-9.

Banque mondiale (BM, 2015). Mettre en œuvre des réformes de la gestion des finances publiques pour stimuler la croissance et assurer le partage de la prospérité. *République du Congo-Revue de la gestion des dépenses publiques et de la responsabilité financière (PEMFAR)*. Mai 2015, page 42-43

Banque mondiale (BM, 2016). Faire des ajustements après le boom des prix pétroliers pour de meilleurs résultats socio-économiques. *Rapport de suivi de la situation économique et financière du Congo troisième édition*.

Banque mondiale (BM, 2018). *Changer de cap et prendre son destin en main*. Rapport de suivi de la situation économique du Congo, édition-Septembre 2018, page 65-67

- Barro, R. (1979). On the Determination of the Public Debt. *Journal of Political Economy*, Vol. 87, N° 5, Part 1, pp. 940-971.
- Balassone, F. and Kumar, M.S. (2007). Cyclicalité of Fiscal Policy ». In: M. Kumar, & T. Ter-Minassian, eds. *Promoting Fiscal Discipline*, pp.19-36. Washington : International Monetary Fund, Ch.3.
- Bénétrix, A.S and Lane, P.R. (2012). The Cyclical Conduct of Irish Fiscal Policy. *The World Economy* 35 (10). 1277-1290, 2012.
- Bobbo, A. (2016). Régime de change et cyclicité budgétaire dans les pays africains, *L'Actualité économique, Revue d'analyse économique*, vol. 92, N° 3, septembre 2016.
- Boiciuc, I. (2015). The cyclical behavior of fiscal policy in Romania. *Procedia Economics and Finance* 32 (2015) 286 – 291. [doi: 10.1016/S2212-5671\(15\)01393-3](https://doi.org/10.1016/S2212-5671(15)01393-3)
- Bogdanov, B. (2010). Cyclicalité of fiscal policy over the business cycle: an empirical study on developed and developing countries. Bulgaria: *Agency for Economic Analysis and Forecasting*.
- Bouanza, J.R.F.K., Ngassa, T.C. and Ndinga, M.M.A. (2018) : “The Effects of Regulatory Quality on the Pro-Cyclicalité of Fiscal Policy in Countries in the Central Africa Economic and Monetary Community (CAEMC)”. *Modern Economy*, 9, 1228-1246. <https://doi.org/10.4236/me.2018.97080>
- Bova, E., Medas, P. and Poghosyan, T. (2016). Resource Revenue Volatility and Macroeconomic Stability in Resource-Rich Countries: The Role of Fiscal Policy. *IMF working paper* W/16/36.
- Brüeckner, M. and Carneiro, F. (2017). Terms of Trade Volatility, Government Spending Cyclicalité, and Economic Growth. *Review of international economics*.
- Caballero, R. and Krishnamurthy, A. (2004). Fiscal policy and financial depth. *Working Paper NBER* 10532. Cambridge, MA 02138 May. <http://www.nber.org/papers/w10532>
- Camino-Mogro, S. y Ortíz, F. (2019). La política fiscal en Ecuador: ¿ es siempre procíclica? <https://www.researchgate.net/publication/336471705>
- Céspedes, L.F. and Velasco, A. (2014). Was this time different ? : Fiscal policy in commodity republics - *Journal of Development Economics*, 2014 - Elsevier
- Commission économique pour l'Afrique, CEA (2019). *Rapport économique sur l'Afrique 2019 : La politique budgétaire au service du financement du développement durable*.
- Cronin, D. and McQuinn, K. (2018). The cyclicalité of Irish Fiscal Policy Ex-Ante and Ex-Post. *The Economic and Social Review*, Vol.49, N°1, Spring 2018, pp.1-16

Cronin, D. and McQuinn, K. (2020). The (Pro-) Cyclicalities of Government Consumption in the UE and Official Expectations of Future Output Growth : New Evidence. *Central Bank of Ireland, and Economic and Social Research Institute (ESRI)*. Working Paper N°683.

Fasoye, K. (2019). Cyclicalities of Fiscal Policy in Nigeria (1999 – 2017). *African Journal of Economic Review, Volume VII, Issue 2, July 2019*.

Fonds monétaire international (2015b). Moniteur budgétaire d'avril, Le moment est venu : *Politiques budgétaires pour une croissance durable*. Washington : International Fond Monétaire.

Fonds monétaire international (FMI, 2019). *Rapport des services du FMI — communiqué de presse ; rapport des services du FMI ; analyse de viabilité de la dette, et déclaration de l'administrateur pour la république du Congo*. Rapport du FMI n° 19/244. P84-88

Frankel, J. A., Vegh, C. A., and Vuletin, G. (2013). On graduation from fiscal procyclicality. *Journal of Development Economics*, 100(1), 32-47.

Gadelha, A. & Divino, J. A. (2021). Institutions and Cyclicalities of the Fiscal and Monetary Policies in Brazil. *International Journal of Economics and Finance*; Vol. 13, No. 4.

Garayeva, A. and Tahirova, G. (2016). Government spending effectiveness and the quality of fiscal institutions. *Central Bank of the Republic of Azerbaijan, Center for Research and Development*. <https://mpira.ub.uni-muenchen.de/72177/>

Gavin, M., Hausmann, R., Perotti, R. and Talvi, E. (1996). Managing fiscal policy in Latin America: Volatility, procyclicality and limited credit worthiness. Washington DC: *Inter-American Development Bank. Working Papers* n ° 326. March Manuscript.

Gavin, M. and Perotti, R. (1997). Fiscal Policy in Latin America. In *Bernanke, Ben and Rotemberg, Julio, NBER Macroeconomics Annual 1997, Cambridge, MA: MIT Press*; 12, 11–70.

Hansen, L. P. (1982). Large Sample Properties of Generalized Method of Moments Estimator, *Econometrica*, 50(4), 1029—1054.

Hosein, R., Jagessar, J. and Dialsingh, I. (2017). Procyclical Tendencies in A Small Oil Exporter. *International Economics*, 2017- Volume 70, Issue 3 – August, 319-331.

Husseiny, I.A. El. (2018) : On the cyclical behavior of fiscal policy in Egypt. *Contemporary Economics*, ISSN 2300-8814, University of Finance and Management in Warsaw, Faculty of Management and Finance, Warsaw, Vol. 12, Iss. 1, pp. 95-124.
<http://dx.doi.org/10.5709/ce.1897-9254.266>

International Monetary Fund (IMF, 2014). *Government Finance Statistics Manual 2014*.

<https://www.imf.org/external/Pubs/FT/GFS/Manual/2014/gfsfinal.pdf>

Insee (2014). *Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages*, France, Mai 2014

INSEE (2016). *Définition des termes de l'échange*.

International monetary fund (IMF, 2014). *Government finance statistics manual 2014*.

<https://www.imf.org/external/Pubs/FT/GFS/Manual/2014/gfsfinal.pdf>

International monetary fund (IMF, 2015a). October Fiscal Monitor, « *The Commodities Rollercoaster: A Fiscal Framework for Uncertain Times* » (Washington).

Kaminsky, G. L., Reinhart, C. M. and Vegh, C. A. (2004). When it Rains it Pours : Procyclical Capital Flows and Macroeconomic Policies. Working Paper No. 10780. Cambridge, MA : *National Bureau of Economic Research*.

Kaminsky, G.L. (2010). Terms of trade shocks and fiscal cycles. Working Paper 15780, *National Bureau of Economic Research* <http://www.nber.org/papers/w15780>

Kassouri, Y. and Altıntaş, H. (2021). Cyclical drivers of fiscal policy in sub-Saharan Africa : New insights from the time-varying heterogeneity approach. *Economic Analysis and Policy*, 2021 – Elsevier.

Keynes, J. M. (1936). *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Paris, Payot, 2017 (1re éd. 1936), 493 p.

Koh, W.C. (2016). Fiscal cyclicity in Brunei Darussalam. *Journal of Southeast Asian Economies*, Vol.33, n1, 83-94. <https://www.jstor.org/stable/44132429>

Lane, P. et Tornell, A. (1998). Why aren't savings rates in Latin America procyclical ? *Journal of Development Economics*, n ° 57, pp. 185-200.

Lane, P. (2003). The Cyclical Behavior of Fiscal Policy: Evidence from the OECD. *Journal of Public Economics*, n ° 87, p.2661-2675.

[https://doi.org/10.1016/S0047-2727\(02\)00075-0](https://doi.org/10.1016/S0047-2727(02)00075-0)

McManus, R. and Ozkan, F. G. (2015). On the Consequences of Pro-Cyclical Fiscal Policy. *Fiscal Studies, The Journal of Applied Public Economics*. University of York.

Moussa, M. D.O. (2019). *La cyclicité de la politique budgétaire des pays d'Afrique*. Sherbrooke, Québec, Canada.

Mpatswe, J., Tapsoba, S.A., York, R. (2012). The Cyclicity of Fiscal Policies in the CEMAC Region. In *Oil Wealth in Central Africa : Policies for Inclusive Growth*. ISBN 978-1-61635-376-6. *International Monetary Fund*, Washington, D.C.

- Ngakosso, A. (2018). Fiscal Policy and Economic Cycles in Congo. *Modern Economy*, 9, 174-189. <https://doi.org/10.4236/me.2018.91011>
- North, D. and Weingast, B. (1989). Constitutions and Commitment : The Evolution of Institutions Governing Public Choice in Seventeenth-Century England. *Journal of Economic History*, Vol. 49, N°4, pp. 803-832.
- North, D. (1990). *Institutions, Institutional Change, and Economic Performance*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2017). *Études économiques de l'OCDE : Chine*. Éditions OCDE, Paris, mars 2017
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 2019). *Études économiques de l'OCDE : France*. Éditions OCDE, Paris, avril 2019
- Okiemy, M. (2019). Effets de la dette sur la cyclicité de la politique budgétaire : cas de la CEMAC. *Annale des Sciences Economiques et de Gestion*, 2019 - annalesumng.org
- Rapport du PNUD (2012). *Etude sur la vulnérabilité de l'économie congolaise et ses perspectives de diversification*. Juin 2012
- Rapport de la CEMAC (2018). *Rapport intérimaire de surveillance multilatérale 2017 et perspectives pour 2018*. P55, 34^e édition, Mars 2018.
- Taylor, J. B. (2000). Reassessing Discretionary Fiscal Policy. *Journal of Economic Perspectives*—Volume 14, Number 3—Summer 2000—Pages 21–36.
- Taylor, John B. (2009) : The Lack Of An Empirical Rationale For A Revival Of Discretionary Fiscal Policy, *CESifo Forum*, ISSN 2190-717X, ifo Institut für Wirtschaftsforschung an der Universität München, Vol. 10, Iss. 2, pp. 9-13. This Version is available at : <http://hdl.handle.net/10419/166353>
- Temsumrit, N. (2020). Does Democracy Affect Cyclical Fiscal Polity ? Evidence From Developing Countries. *Puey Ungphakorn Institute for Economic Research*, Discussion Paper N°125.
- The World Bank (2014). *The fiscal policy*. Available on <http://www.worldbank.org/en/topic/macroeconomics/brief/fiscal-policy>
- Transparency international, (2018). *Indice de perception de la corruption 2018 : Transparency International pointe la faiblesse des institutions africaines*
- Transparency international, (2019). *Indice de perception de la corruption 2019*. Page 3 ; 20
- Tornell, A. and P. Lane (1999), « The Voracity Effect », *American Economic Review*, 89:22-46. Disponible sur : <http://www.jstor.org/stable/116978> .

Woo, J. (2006). Why Do More Polarized Countries Run More Pro-cyclical Fiscal Policy ? *North American Econometric Society Summer Meeting at Minneapolis*, June.

Zakaria, M. and Junyang, X. (2015). The cyclicity of fiscal policy in South Asia. *Argumenta Oeconomica*, N° 1 (34) PL ISSN 1233-5835.

Zarei, Z. (2016). The cyclical behavior of fiscal policy : its determinants and fiscal rule. *Journal of Money and Banking Research*, 2016, Vol.8, N°26, 543-569. Disponible sur : <http://jmbr.mbri.ac.ir/article-1-173-en.pdf>